

Chapitre 19

L'écart entre femmes et hommes en matière d'éducation et d'emploi dans les économies émergentes

Principaux résultats

- L'écart de taux d'activité entre les femmes et les hommes s'est résorbé dans de nombreuses économies émergentes, mais les progrès sont hétérogènes. C'est en Amérique latine que les plus grandes améliorations sont observées, particulièrement au Chili et au Costa Rica, où il s'est resserré d'un point de pourcentage par an depuis le milieu des années 90. Des écarts de taux d'activité prononcés entre les femmes et les hommes persistent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (chapitre 20), en Inde et en Indonésie.
- Les différences de taux de fréquentation d'établissements d'enseignement primaire et secondaire entre les garçons et les filles ont largement disparu et, dans de nombreux pays, les jeunes femmes ont désormais plus tendance à faire des études supérieures que les jeunes hommes. Les améliorations les plus remarquables sont enregistrées au Maroc, en Égypte, en Tunisie, en Chine, en Turquie, en Indonésie et en Inde. D'importantes différences entre les sexes subsistent en mathématiques et en sciences.
- Les écarts de rémunération persistent et sont particulièrement prononcés en Inde, en Indonésie et en Afrique du Sud. Les femmes ont moins tendance que les hommes à occuper des postes de direction, mais la situation n'est pas homogène : en Amérique latine, la part de cadres féminins est supérieure à la moyenne de l'OCDE, tandis que l'inverse est vrai pour les économies émergentes.

L'écart entre les femmes et les hommes en matière d'éducation et d'emploi se resserre de manière hétérogène dans les économies émergentes

L'écart entre les femmes et les hommes en matière d'éducation et de taux d'activité s'est considérablement rétréci dans 16 économies émergentes, qui représentent plus de la moitié de la population mondiale (et pour lesquelles des données sont disponibles). Il s'agit de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Chine, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Égypte, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de l'Indonésie, du Maroc, du Mexique, du Pérou, de la Tunisie et de la Turquie (OCDE, 2016a).

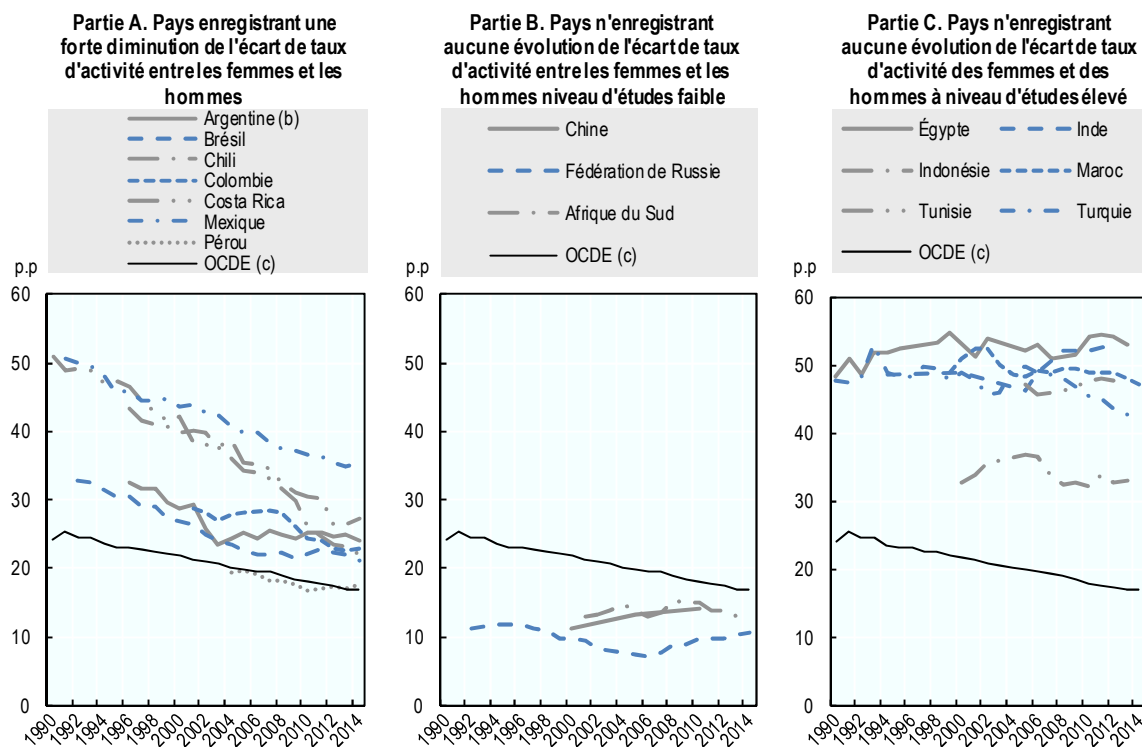
Cependant, les progrès n'ont pas été homogènes (graphique 19.1). L'écart de taux d'activité entre les femmes et les hommes s'est résorbé en Amérique latine, en particulier au Chili et au Costa Rica, où il a diminué d'un point de pourcentage par an depuis le milieu des années 90. À titre de comparaison, le pays de l'OCDE moyen a réduit l'écart de taux d'activité de 0.3 point de pourcentage seulement par an sur la même période. En revanche, l'écart de taux d'activité reste très marqué au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Inde et en Indonésie. Dans tous ces pays (à l'exception de l'Indonésie), le taux d'activité des femmes est inférieur à celui des hommes d'environ 50 points de pourcentage. L'écart est resté faible en Chine, en Afrique du Sud et en Fédération de Russie.

L'écart de taux d'activité varie considérablement à l'intérieur des pays et ce sont généralement les groupes socio-économiques les plus défavorisés qui affichent les plus grandes différences entre les sexes. Bien que le taux d'activité des femmes très instruites soit en moyenne inférieur de 6.5 points de pourcentage à celui des hommes, l'écart est de 41 points entre les hommes et les femmes moins instruits. En effet, les hauts niveaux d'études se traduisent par un écart de taux d'activité modeste, même dans les pays où l'activité des femmes est faible dans l'ensemble. L'Inde fait exception, car une femme au foyer est souvent considérée comme synonyme d'un plus haut statut social de la famille (OCDE, 2014, chapitre 4).

La hausse du taux d'activité des femmes est corrélée avec une résorption progressive de l'écart entre les femmes et les hommes en matière d'éducation. En 1950, dans le monde entier, les femmes n'avaient que 73 % des années de scolarisation des hommes. En 2010, ce taux avait presque atteint 90 % et il continue d'augmenter (Barro et Lee, 2013). Le taux de convergence était encore plus élevé dans les pays en développement, où le rapport est passé de 57 % seulement en 1950 à 86 % en 2010. Dans les économies émergentes, les taux d'inscription des garçons et des filles dans l'enseignement primaire et secondaire sont presque identiques (graphique 19.2, parties A et B) et les femmes ont désormais plus tendance à faire études supérieures, comme dans les pays de l'OCDE. Les améliorations les plus frappantes sont enregistrées en Afrique du Sud, en Chine, en Égypte, en Inde, en Indonésie au Maroc, en Tunisie et en Turquie.

Graphique 19.1. L'écart de taux d'activité entre les femmes et les hommes se resserre dans de nombreuses économies émergentes, mais pas au même rythme

Écart de taux d'activité entre les hommes et les femmes (hommes moins femmes), 15-64 ans^a, quelques économies émergentes, 1990-2014



a) 16-64 ans pour la Chine, 15 ans et plus pour le Maroc.

b) Quelques zones urbaines.

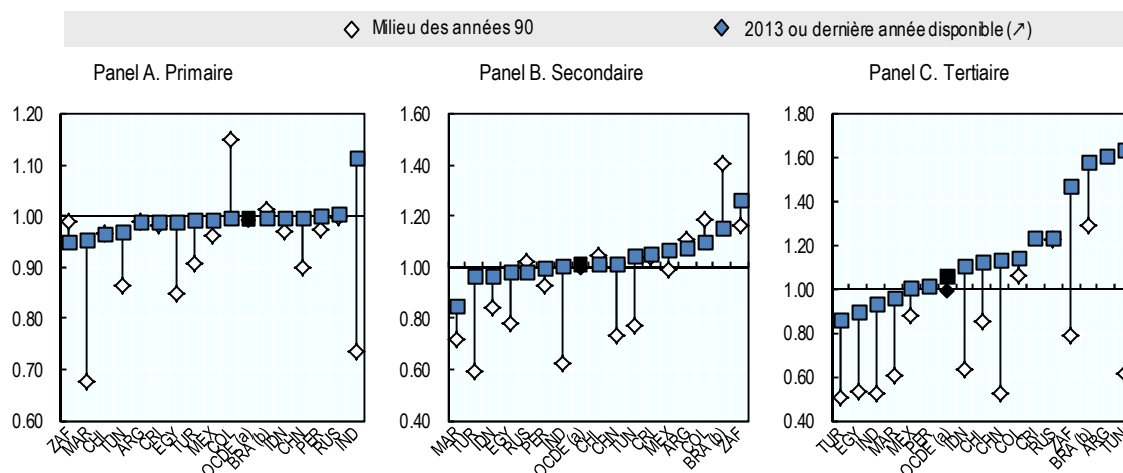
c) OCDE correspond à la moyenne non pondérée de 34 pays membres de l'OCDE (la Lettonie n'est pas incluse).

Source : Base de données de l'OCDE sur l'emploi, <http://www.oecd.org/fr/emploi/emp/basededonneesdelocdesurlemploi.htm>, pour l'Afrique du Sud, le Brésil, le Chili, la Colombie, la Fédération de Russie, le Mexique, et la Turquie ; Base de données ILOSTAT de l'OIT, <http://www.ilo.org/ilostat>, Genève, pour l'Égypte ; données de recensement pour la Chine ; et calculs du Secrétariat de l'OCDE fondés sur l'Encuesta Permanente de Hogares (EPH) pour l'Argentine ; la National Sample Survey (NSS) pour l'Inde ; l'enquête nationale sur les forces de travail (Sakernas) pour l'Indonésie ; l'Encuesta Nacional de Hogares (ENAHO) pour le Pérou ; et l'Enquête nationale sur la population et l'emploi (ENPE) pour la Tunisie ; les données fournies par l'Instituto Nacional de Estadística y Censos (INEC) fondées sur l'Encuesta de Hogares de Propósitos Múltiples (EHPM) et l'Encuesta Continua de Empleo (ECE) pour le Costa Rica ; l'Enquête nationale sur l'emploi, Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique), pour le Maroc.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933647606>

Graphique 19.2. L'écart de taux d'inscription entre les filles et les garçons dans l'enseignement primaire et secondaire a presque disparu dans la majorité des économies émergentes et, dans de nombreux pays, les femmes ont désormais plus tendance à faire des études supérieures

Indice de parité des sexes (IPS) des taux d'inscriptions scolaires par niveau d'études, quelques économies émergentes, milieu des années 90 et 2013 ou dernière année disponible



Note : Les données concernent les taux d'inscription filles-garçons. Le taux d'inscriptions brut correspond au nombre d'élèves inscrits à un niveau d'enseignement donné, indépendamment de l'âge, exprimé en pourcentage de la population officielle d'âge scolaire correspondante au même niveau d'études. Pour le niveau tertiaire, la population employée est le groupe de cinq ans commençant à l'âge officiel de la fin du cycle secondaire.

a) OCDE correspond à la moyenne non pondérée des pays de l'OCDE dans la base de données de l'Institut de statistiques de l'UNESCO (ISU).

b) Proportion des jeunes de 14, 20 et 24 ans ayant obtenu des diplômes d'enseignement primaire, secondaire et tertiaire, respectivement.

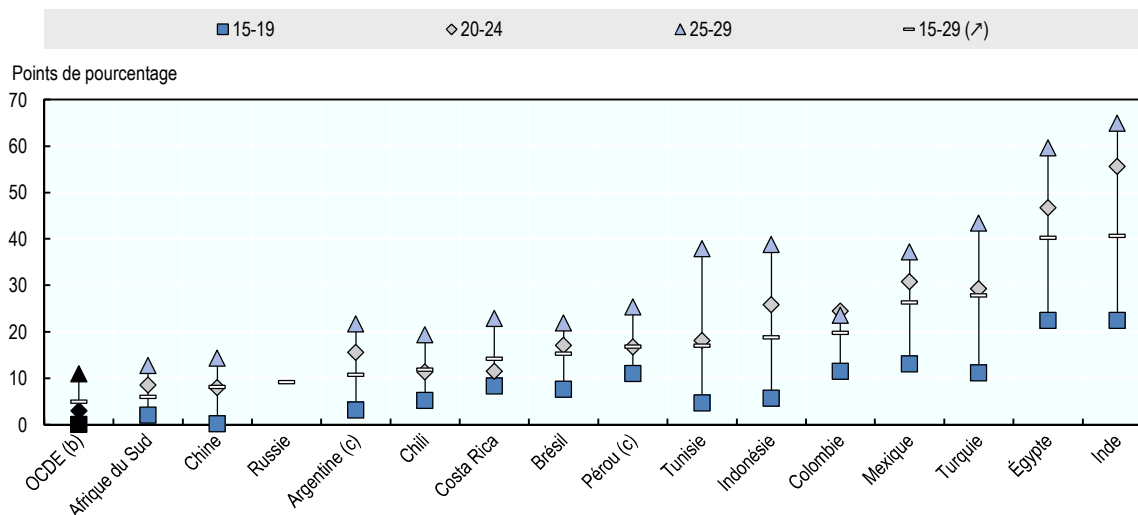
Source : Base de données de l'Institut de statistiques de l'UNESCO (ISU), <http://data.uis.unesco.org/>; estimations de l'OCDE fondées sur la Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílio (PNAD) pour le Brésil.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933647625>

Parmi les jeunes, plus de filles que de garçons sont sorties du système éducatif et sans emploi (graphique 19.3). Cette tendance, qui s'observe dans tous les pays analysés, est beaucoup plus prononcée dans les économies émergentes que dans le pays moyen de l'OCDE. L'écart est le plus étroit parmi les plus jeunes déscolarisés et sans emploi (15 à 19 ans) et s'élargit avec l'âge – témoignant du fait que bien que l'écart entre les sexes en matière d'éducation ait disparu dans la plupart des pays, les différences de taux d'activité persistent. Cette situation est en grande partie liée à l'effet négatif de la maternité sur le taux d'activité. En effet, l'écart est le plus marqué dans les pays où l'âge de la première naissance est plus précoce. Les plus grandes disparités sont enregistrées en Inde, suivie par l'Égypte, la Turquie, le Mexique et l'Indonésie. L'écart le plus étroit est observé en Afrique du Sud, en Fédération de Russie et en Chine.

Graphique 19.3. Les taux d'individus sans emploi et sortis du système éducatif sont nettement supérieurs parmi les jeunes femmes

Différence en points de pourcentage de taux de femmes et d'hommes sans emploi et sortis du système éducatif, par groupe d'âge, 2015 ou dernière année disponible^a



a) 2010 pour la Chine et la Tunisie ; 2011-12 pour l'Inde ; 2012 pour l'Égypte ; 2012-13 pour le Pérou ; 2013 pour le Chili ; et 2014 pour le Brésil, l'Argentine, l'Indonésie et l'Afrique du Sud.

b) La moyenne de l'OCDE correspond à la moyenne non pondérée de 34 pays de l'OCDE (le Japon n'est pas inclus).

c) Quelques zones urbaines.

Source : Base de données de l'OCDE sur l'éducation, <http://www.oecd.org/fr/education/base-de-donnees.htm>, pour le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la Fédération de Russie, le Mexique, la Turquie, et la moyenne de l'OCDE ; Enquête sur la transition vers la vie active de l'OIT (ETVA OIT) pour l'Égypte et le Pérou ; données de recensement pour la Chine ; et calculs de l'OCDE fondés sur l'Encuesta Permanente de Hogares (EPH) pour l'Argentine ; la National Sample Survey (NSS) pour l'Inde ; l'Enquête nationale sur les forces de travail (Sakernas) pour l'Indonésie ; la Quarterly Labour Force Survey (QLFS) pour l'Afrique du Sud ; et l'Enquête nationale sur la population et l'emploi (ENPE) pour la Tunisie.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933647644>

Des différences entre les sexes persistent dans la majorité des pays en ce qui concerne les résultats aux examens. L'enquête du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE auprès des élèves de 15 ans indique que si les filles obtiennent généralement de meilleurs résultats que les garçons en lecture, elles se laissent distancer en mathématiques et en sciences dans de nombreuses économies émergentes (OCDE, 2016b). Les écarts les plus prononcés sont observés en Amérique centrale et Amérique du Sud, particulièrement au Chili, au Costa Rica et dans certaines parties de l'Argentine. Ces écarts de résultats, qui n'ont pas beaucoup évolué au cours des dernières années, sont importants parce qu'ils sont un facteur de ségrégation professionnelle ; les femmes ont moins tendance à travailler dans des secteurs demandant d'avoir suivi les filières STIM.

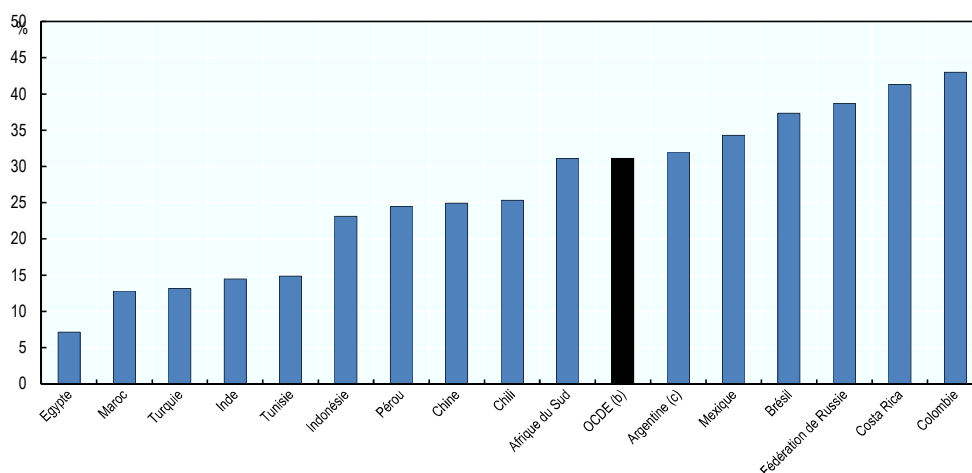
Les emplois des femmes sont souvent de moins bonne qualité que ceux des hommes

Les hommes et les femmes ne sont pas également répartis dans les différents secteurs de l'économie. En moyenne, les hommes sont plus employés dans la production de biens et le bâtiment, tandis que les femmes sont considérablement plus présentes dans les secteurs de l'action sociale et des services aux particuliers. Les femmes actives occupent souvent des postes de moins bonne qualité, comme en témoignent leur salaire inférieur, leur manque

de sécurité de l'emploi et leur risque accru de salaire extrêmement bas. Souvent, les femmes sont sérieusement sous-représentées aux postes de direction (graphique 19.4), même si dans certaines économies émergentes, comme la Fédération de Russie et plusieurs pays d'Amérique latine, elles obtiennent de meilleurs résultats à cet égard que les femmes des pays de l'OCDE, en moyenne. De nombreux postes occupés par des femmes dans les économies émergentes sont informels, quoique les différences entre les hommes et les femmes dans l'emploi formel ne soient pas très marquées (OCDE, 2016a). Les entreprises informelles sont généralement moins productives et offrent moins de possibilités d'accumulation de capital humain (La Porta et Shleifer, 2008, 2014) ; une autre entrave aux revenus des femmes et à leur progression professionnelle (OCDE, 2015b, chapitre 5). Les secteurs et les métiers à dominante masculine sont généralement plus productifs et plus rémunérateurs (OCDE, 2016a).

Graphique 19.4. Les femmes sont sous-représentées aux postes de direction dans les économies émergentes

Part des postes de direction occupés par les femmes, 2015 ou dernière année disponible^a



Note : Pour la Colombie, les données concernent la part des femmes aux postes de direction dans le grand groupe 2 (Directeurs et cadres administratifs supérieurs) de la Classification internationale type des professions 1968 (CITP 68) ; pour le Chili, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, le Maroc, le Pérou et la Tunisie, les données concernent la part des femmes occupant des postes qui figurent dans le grand groupe 1 de la CITP-88 (membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration publique, dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise) ; pour l'Argentine, le Brésil, le Costa Rica, le Mexique, la Fédération de Russie, l'Afrique du Sud et la Turquie, les données concernent la part des femmes occupant des postes classés dans le grand groupe 1 de la CITP 08 (directeurs, cadres de direction et gérants). Classification nationale des métiers pour la Chine. Les données du Brésil, du Chili, du Costa Rica, de l'Indonésie, du Mexique, du Maroc, de la moyenne de l'OCDE, de la Fédération de Russie, de l'Afrique du Sud et de la Turquie concernent tous les âges ; celles de la Chine concernent les 16 ans et plus, et celles de l'Argentine, de la Colombie, de l'Égypte, de l'Inde, du Pérou et de la Tunisie, les 15-64 ans.

a) Les données du Maroc se rapportent à l'année 2008, celles de Chine à 2010, celles de l'Inde à 2011-12, celles de la Tunisie à 2010, celles de l'Égypte et de l'Indonésie à 2013, et celles de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Pérou et de l'Afrique du Sud à 2014.

b) OCDE correspond à la moyenne non pondérée de 34 pays membres de l'OCDE (la Nouvelle-Zélande n'est pas incluse).

c) Quelques zones urbaines.

Source : OIT (2016), base de données ILOSTAT, <http://www.ilo.org/ilostat>, pour le Brésil, le Chili, le Costa Rica, l'Indonésie, le Mexique, la moyenne de l'OCDE, la Fédération de Russie, l'Afrique du Sud et la Turquie ; Indicateurs clés du marché du travail de l'OIT 2015 pour l'Égypte et le Maroc ; données de recensement pour la Chine ; et calculs de l'OCDE fondés sur l'Encuesta Permanente de Hogares (EPH) pour l'Argentine ; la Gran Encuesta Integrada de Hogares (GEIH) pour la Colombie ; la National Sample Survey (NSS) pour l'Inde ; l'Encuesta Nacional de Hogares (ENAH) pour le Pérou ; et l'Enquête nationale sur la population et l'emploi (ENPE) pour la Tunisie.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933647663>

Dans de nombreuses économies émergentes, une grande part (souvent la majorité) des femmes actives travaillent à leur compte, bien qu'elles soient généralement propriétaires d'entreprises plus petites, moins prospères et plus fréquemment informelles que les hommes. Les contraintes de crédit, mais aussi les niveaux inférieurs de culture financière et de connaissances en affaires, font partie des principaux facteurs déterminants de l'écart entre les femmes et les hommes dans l'activité entrepreneuriale (chapitre 23).

En raison des contraintes multiples qui pèsent sur elle, en moyenne dans les économies émergentes, la salariée à temps plein médiane gagne environ 24 % de moins que son homologue masculin, par rapport à un peu moins de 15 % dans les pays de l'OCDE (graphique 19.5). En Argentine, au Brésil, au Chili, en Fédération de Russie, au Mexique et au Pérou, l'écart entre les femmes et les hommes est supérieur à la moyenne de l'OCDE. Dans la plupart des pays disposant de données historiques, l'écart de rémunération s'est résorbé depuis 2005. Le changement a généralement été minime, sauf en Inde, en Indonésie, en Fédération de Russie et en Afrique du Sud, où l'écart s'est refermé, respectivement, de 10, 14, 8 et 24 points de pourcentage sur les dix dernières années – même si ces pays affichent encore des écarts de rémunération considérables. En revanche, l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes s'est creusé au Chili, en Colombie et en Turquie. Des écarts marqués entre les sexes persistent dans les comparaisons des travailleurs à niveau d'instruction égal occupant des postes comparables. (Ce sujet est abordé en détail dans OCDE, 2016a).

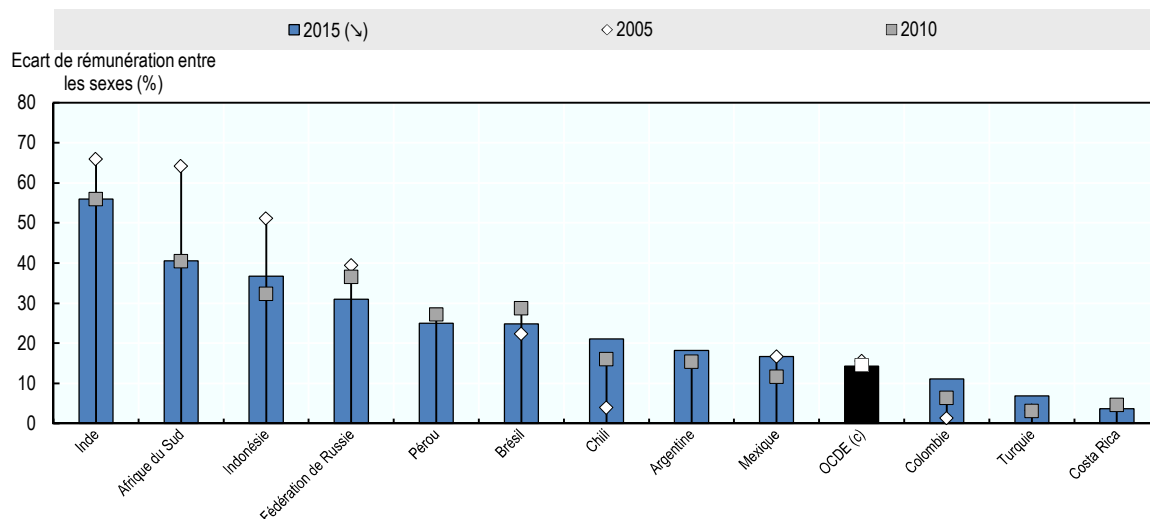
De nombreux métiers offrent de grandes satisfactions en matière de rémunération et d'avancement professionnel pour les personnes qui peuvent travailler de longues heures et accepter des horaires rigides (Goldin, 2014). Cependant, comme dans les pays de l'OCDE, les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes dans les économies émergentes ne sont qu'en partie imputables à des différences observées dans les caractéristiques des travailleurs et des emplois (chapitre 12). Les attitudes, les conventions sociales, les institutions et la discrimination contribuent probablement largement aux différences de rémunération entre hommes et femmes, quoiqu'elles soient difficiles à mesurer.

Dans les économies émergentes, encore plus que dans les pays de l'OCDE, il est encore généralement attendu des femmes qu'elles assument une plus grande part des tâches ménagères et du travail familial non rémunéré que les hommes. Les femmes actives salariées à temps plein consacrent dans l'ensemble une bien plus grande part de leur temps au travail domestique (y compris à la garde des enfants) que leurs homologues masculins. Les possibilités ouvertes aux femmes sur le marché du travail sont ainsi sérieusement limitées. Quand le travail rémunéré et les tâches domestiques sont combinés, les femmes travaillent généralement de plus longues heures que les hommes (OCDE, 2016a ; OCDE, 2017).

Les disparités persistantes dans la répartition du travail domestique et familial peuvent être particulièrement difficiles à surmonter, car elles sont étroitement liées à des normes sociales anti-égalitaires et contribuent aux stéréotypes qui limitent le rôle des femmes dans la société et sur le marché du travail. Les stéréotypes, les normes et les attitudes autour du rôle des hommes et des femmes évoluent très lentement dans le temps et ont moins progressé dans les économies émergentes que dans celles de l'OCDE (OCDE, 2017). Des liens sont également établis entre les institutions sociales discriminatoires et des inégalités plus prononcées entre les sexes dans le travail (rémunéré et non rémunéré) dans le monde entier ; dans les économies émergentes, un grand nombre de femmes sont encore confrontées à diverses formes de discrimination, y compris juridique, qui entravent leur accès aux ressources économiques, notamment à la terre, aux biens fonciers et aux services financiers (Centre de développement de l'OCDE, 2014). Tous ces facteurs, parce qu'ils portent préjudice aux droits des femmes, à leur participation économique et à leur bien-être, réduisent les possibilités de croissance économique inclusive.

Graphique 19.5. L'écart de rémunération entre les hommes et les femmes reste prononcé dans la majorité des pays

Écart de revenus mensuels médians entre les femmes et les hommes^a, salariés à temps plein, 2005, 2010 et 2015 ou dernière année disponible^b



Note : L'écart de rémunération entre les hommes et les femmes correspond à la différence entre le revenu mensuel médian des hommes et des femmes salariés à temps plein.

a) Les données de l'Inde concernent la rémunération hebdomadaire des salariés à temps plein.

b) Les données se rapportent à l'année 2014, pas à 2015, pour l'Argentine, le Brésil, l'Indonésie, le Pérou, la Fédération de Russie et la Turquie, et à 2012, pas à 2015, pour l'Inde et l'Afrique du Sud. Au lieu de 2010, les données se rapportent à l'année 2011 pour le Brésil, le Chili et le Costa Rica, et au lieu de 2005, elles se rapportent à 2006 pour le Chili et la Turquie, et à 2007 pour la Colombie.

c) OCDE correspond à la moyenne non pondérée des pays membres de l'OCDE en 2015 ou l'année la plus récente disponible.

Source : Base de données de l'OCDE sur l'emploi (<http://www.oecd.org/fr/emploi/emp/basededonneesdelocdesurlemploi.htm>) pour les pays de l'OCDE, la Colombie et le Costa Rica ; et calculs du Secrétariat de l'OCDE fondés sur l'Encuesta Permanente de Hogares (EPH) pour l'Argentine ; la Pesquisa Nacional por Amostra de Domicilio (PNAD) pour le Brésil ; la National Sample Survey (NSS) pour l'Inde ; l'Enquête nationale sur les forces de travail (Sakernas) pour l'Indonésie ; l'Encuesta Nacional de Hogares (ENAH) pour le Pérou ; l'Enquête longitudinale russe de suivi pour la Fédération de Russie ; et la General Household Survey (GHS) pour l'Afrique du Sud.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933647682>

Messages clés

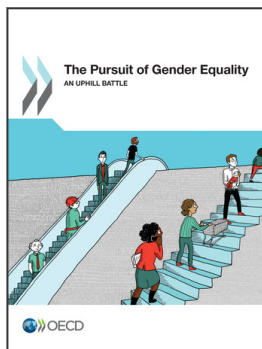
- Une panoplie variée de mesures aidant les parents à concilier vie professionnelle et obligations familiales (chapitres 15-18), accompagnée d'investissements dans les infrastructures d'électricité, de transport et de TIC, peuvent contribuer à la réduction du temps consacré par les femmes au travail non rémunéré et favoriser l'emploi formel.
- Lutter contre la discrimination féminine sur le marché du travail au moyen 1) d'une législation spécifique interdisant la discrimination fondée sur le sexe dans l'embauche et la rémunération et 2) de mesures de discrimination positive selon des méthodes basées sur l'analyse comportementale, qui peuvent aider à surmonter les partis-pris sexistes profondément enracinés dans les pratiques d'embauche et de gestion.
- Mettre un frein à l'emploi informel par des stratégies efficaces qui englobent un large éventail de politiques visant à réduire le coût de la régularisation, à accroître ses avantages et à renforcer l'application des codes du travail. Tenir compte des différences entre les sexes dans la régularisation des différents types d'emploi.

Références

- Barro, R. et J. Lee (2013), « A New Data Set of Educational Attainment in the World, 1950-2010 », *Journal of Development Economics*, vol. 104 (C), pp. 184-198.
- Centre de développement de l'OCDE (2014a), *Social Institutions and Gender Index (SIGI) 2014 Synthesis Report*, Éditions OCDE, Paris.
- Goldin, C. (2014), « A Grand Gender Convergence: Its Last Chapter », *American Economic Review*, vol. 104, n° 4, pp. 1091-1119, avril.
- La Porta, R. et A. Shleifer (2014), « Informality and Development », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 28, n° 3, pp. 109-126, juin.
- La Porta, R. et A. Shleifer (2008), « The Unofficial Economy and Economic Development », *Brookings Papers on Economic Activity*, Economic Studies Program, vol. 39, n° 2, pp. 275-363, The Brookings Institution, décembre.
- OCDE (2017), *Building an Inclusive Mexico: Policies and Good Governance for Gender Equality*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264265493-en>.
- OCDE (2016a), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2016*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2016-fr.
- OCDE (2016b), *Résultats du PISA 2015 (Volume I) : L'excellence et l'équité dans l'éducation*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264267534-fr>.
- OCDE (2015b), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2015*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2015-fr.
- OCDE (2014), *Études économiques de l'OCDE : Inde 2014*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-ind-2014-fr.

Références des bases de données

- Base de données de l'OCDE sur l'emploi,
<http://www.oecd.org/fr/emploi/emp/basededonneesdelocdesurlemploi.htm>.
- Statistiques de l'OCDE et bases de données sur l'éducation,
<http://www.oecd.org/fr/education/base-de-donnees.htm>.



Extrait de :
The Pursuit of Gender Equality
An Uphill Battle

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264281318-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2018), « L'écart entre femmes et hommes en matière d'éducation et d'emploi dans les économies émergentes », dans *The Pursuit of Gender Equality : An Uphill Battle*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264203426-22-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.